



iKNOW
POLITICS

international Knowledge
Network of **Women** in Politics

Résumé de la discussion en ligne sur

Le rôle des partis politiques dans la promotion des femmes en politique

Décembre 2019



Inter-Parliamentary Union
For democracy for everyone.



*Empowered lives.
Resilient nations.*



MESSAGE DE LANCEMENT

Contexte

Dans la plupart des pays, les partis politiques sont le moyen principal et le plus efficace qui permet aux femmes de s'engager en politique et d'être élues. Leurs pratiques, politiques et valeurs peuvent avoir un impact profond sur la participation et la représentation politiques des femmes. En effet, les partis politiques désignent des candidats aux élections locales et nationales, financent les campagnes électorales, rassemblent les électeurs, fixent les priorités en matière de politique et de gouvernance et forment les gouvernements.¹

En janvier 2019, les femmes n'occupaient que 24,3% des sièges parlementaires à travers le monde et 20,7% des postes ministériels.² Bien que la participation et la représentation politiques des femmes aient augmenté ces dernières années, les progrès sont très lents. La représentation inégale des femmes dans les organes de décision est un obstacle à la réalisation de l'égalité des sexes dans la société et à la réalisation des objectifs de développement durable à l'horizon 2030.

Une étude réalisée par International IDEA sur les engagements des partis politiques dans 33 pays africains a révélé un écart important entre les engagements généraux écrits des partis pour l'égalité des sexes et les mesures appliquées pour mettre en œuvre ces engagements.³ Une autre étude centrée sur l'Amérique latine a révélé que 30% des partis politiques font à peine référence à l'égalité des sexes dans leurs documents de gouvernance interne.⁴

Pour que les efforts visant à promouvoir une participation politique des femmes réelle et égale soient efficaces, ils doivent intégrer des stratégies permettant aux partis politiques de s'assurer que leur constitution, structures, processus et financement tiennent compte de l'égalité des sexes et incluent toutes les femmes. Il est essentiel que les partis politiques encouragent la participation des femmes et intègrent les questions d'égalité des sexes dans leurs politiques et programmes afin d'assurer la diversité des points de vue et que personne ne soit laissé pour compte.

Objectif de la discussion en ligne

iKNOW Politics et ses partenaires ont organisé cette discussion en ligne pour échanger des connaissances sur le rôle des partis politiques dans la promotion de la participation et de la représentation politiques des femmes et des bonnes pratiques sur les moyens d'augmenter et de renforcer leur contribution à la réalisation de l'égalité des sexes en politique et dans la société en général. Les leaders de partis politiques et leurs membres, les responsables politiques, les experts, les praticiens et les chercheurs ont été invités à participer à la discussion en ligne du 13 août au 3 septembre 2019. Les contributions ont contribué à l'élaboration du résumé ci-dessous afin d'élargir la base de connaissances disponibles sur ce sujet.

¹ Ballington, J., Davis, R., Reith, M., Mitchell, L., Njoki, C., Kozma, A., Powley, E., « Promouvoir le rôle des femmes pour renforcer les partis politiques », 2011 (NDI et PNUD): iknowpolitics.org/fr/learn/knowledge-resources/promouvoir-le-r%C3%B4le-des-femmes-pour-renforcer-les-partis-politiques

² ONU Femmes et l'Union interparlementaire, « Femmes en politique : 2019 »: iknowpolitics.org/en/learn/knowledge-resources/women-politics-map-2019

³ International IDEA, 'Review of political parties' commitments to gender equality: a study of 33 African countries', 2012 (non publié)

⁴ Rosas, V., Llanos, B. et Garzón de la Roza, G., 'Gender and Political Parties: Far from Parity', 2011 (Stockholm et New York: Banque interaméricaine de développement et International IDEA)

Questions

1. Les partis politiques de votre pays expriment-ils publiquement leur engagement en faveur de l'égalité des sexes ? Si tel est le cas, cet engagement est-il reflété dans leurs actions (structure de direction, nominations de candidats, financement des campagnes électorales et politiques par exemple) ?
2. Que peuvent faire les partis politiques pour promouvoir la participation et la représentation politiques des femmes au sein de leurs organisations et dans la vie politique en général ? Que peuvent-ils faire pour mieux inclure les jeunes femmes, les femmes handicapées et les femmes autochtones ?
3. Connaissez-vous des partis politiques qui ont obtenu un plus grand succès électoral après la mise en œuvre de mesures d'action affirmative en faveur des femmes ?
4. La violence à l'égard des femmes en politique est un phénomène répandu. Que peuvent faire les partis politiques pour le combattre ?

CONTRIBUTIONS

Les participants suivants ont rejoint la discussion en ligne du 13 août au 3 septembre 2019 :

1. [Akua Dansua](#), Ancienne ministre de la jeunesse et des sports et ancienne ambassadrice du Ghana en Allemagne, **Ghana**
2. [Alexis Wesula](#), Etudiant, **Kenya**
3. [Armando Ribón Avilán](#), Sociologue, **Colombie**
4. [Azouka Crepin](#), Chargée de programmes, **République centrafricaine**
5. [Carolina Muñoz](#), Analyste politique, **Argentine**
6. [Daryl Ann Glenney](#), Consultante en affaires publiques, écrivain et défenseur des droits des femmes, **États-Unis**
7. [Dr. Ameena Al-Rasheed](#), Experte iKNOW Politics, consultante, ancienne professeure adjointe et conseillère régionale des Nations Unies, **Royaume-Uni**
8. [Mariam Najdi](#), **Maroc**
9. [Noa Balf](#), Chargée des affaires législatives au Conseil national des femmes juives, **Israël**
10. [Paloma Román Marugán](#), Directrice de l'École de gouvernement, **Espagne**
11. [Saad Al Rawi](#), Conseiller électoral auprès des entités politiques, ancien vice-président du Conseil de la Haute Commission électorale indépendante d'Iraq, **Iraq**
12. [Sekar Panuluh](#), Coordinateur du programme dans le pays chez Conservatives-WFD, **Indonésie**
13. [Susana Campari](#), Cofondatrice et présidente de l'Association civile des femmes et du gouvernement, **Argentine**
14. [Tayo Agunbiade](#), **Nigéria**
15. [Women's Network of the Union of Latin American Parties \(UPLA\)](#), **Amérique latine**
16. [Valerie Mengue Ango](#), Chargée de programmes à ONU Femmes, **Cameroun**

RÉSUMÉ DE LA DISCUSSION

iKNOW Politics et ses partenaires remercient leurs membres et utilisateurs d'avoir pris le temps de participer à cette discussion en ligne et de partager leurs expériences, pratiques et recommandations. Les contributions sont résumées ci-dessous.

1. Les partis politiques de votre pays expriment-ils publiquement leur engagement en faveur de l'égalité des sexes ? Si tel est le cas, cet engagement est-il reflété dans leurs actions (structure de direction, nominations de candidats, financement des campagnes électorales et politiques par exemple) ?

La plupart des participants conviennent qu'il existe souvent un écart entre les engagements des partis politiques et leurs actions en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes. Ils font valoir que, bien que les partis politiques se positionnent généralement en fonction des valeurs d'égalité et d'inclusion des genres, montrant leur engagement envers les normes internationales relatives aux droits humains, ces positions sont principalement exprimées pour la forme, déclare [Dr. Ameena Al-Rasheed](#).

Les contributeurs rapportent que les partis politiques - les principaux points d'accès à la participation, à la représentation et au leadership politique des femmes - « font rarement ce qu'ils disent » quand il s'agit de prendre des initiatives pour davantage d'inclusion.

Au **Cameroun** et au **Maroc** par exemple, les partis mentionnent souvent l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans leurs réunions et points de discussion, mais aucune action ne suit. Dans la pratique, les femmes sont confrontées à de nombreuses barrières dans l'accès aux structures nationales et locales des partis politiques, telles que les stéréotypes sexistes, les normes socioculturelles discriminatoires et les dépendances économiques et financières.

[Tayo Agunbiade](#) partage que tous les partis politiques au **Nigeria** expriment leur engagement en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. Au même temps, aucun des principaux partis politiques ne suit les recommandations de 2008 du Comité de réforme électorale chargé d'examiner et d'assurer la qualité des élections générales qui appellent à ce que 30% des représentants locaux des commissions d'inscription et de régulation des parties et 20% des organes directeurs de toutes les associations politiques soient des femmes.⁵ Alors que les ailes / groupes des femmes des partis politiques sont généralement chargées de la mobilisation, de la gestion des événements et du divertissement pour les campagnes, elles ont tendance à être exclues des organes et des processus décisionnels. De même, [Akua Dansua](#) rapporte qu'au **Ghana** tous les partis politiques affichent un engagement en faveur d'une plus grande égalité des sexes en politique mais ne parviennent pas à le mettre en pratique. Elle soutient que les postes de direction des partis sont presque exclusivement occupés par des hommes et que lorsque les femmes occupent de tels postes, elles ont tendance à être des « protégées » d'hommes au pouvoir et à servir de symbole. Au Ghana, il y a eu de nombreux cas où des dirigeants de partis politiques ont rejeté des femmes hautement qualifiées pour des postes de direction en faveur d'hommes moins qualifiés.

Les participants soutiennent également que le manque de représentation des femmes aux postes de direction des partis et aux listes de candidats est lié aux structures de financement des partis politiques et des campagnes électorales. Les partis politiques ont besoin d'argent pour présenter des candidats et gagner des élections. Dans les pays où le financement électoral public est inexistant ou limité, les partis se tournent généralement vers leurs membres et leurs dirigeants pour financer les campagnes électorales. Étant donné que les femmes ont généralement un accès limité aux ressources financières et aux réseaux sociaux et bailleurs de fonds, les hommes sont généralement privilégiés car ils ont un potentiel de revenu direct et indirect plus élevé pour les partis politiques.

2. Que peuvent faire les partis politiques pour promouvoir la participation et la représentation politiques des femmes au sein de leurs organisations et dans la vie politique en général ? Que

⁵ A Irene Pogason, 'Gender, Political Parties and the Reproduction of Patriarchy in Nigeria: A Reflection on the Democratization Process, 1999-2011', 2011 (Journal of African Elections): eisa.org.za/pdf/JAE11.1Pogason.pdf

peuvent-ils faire pour mieux inclure les jeunes femmes, les femmes handicapées et les femmes autochtones ?

Les participants ne sont généralement pas optimistes et affirment que les partis politiques comprennent généralement une masse critique de femmes uniquement lorsqu'elles sont légalement tenues de le faire et risquent des sanctions si elles ne se conforment pas. Les participants sont encore plus pessimistes quant à l'inclusion spontanée des jeunes femmes, des femmes handicapées et des femmes autochtones. En outre, [Daryl Ann Glenney](#) qualifie les principaux partis politiques des **États-Unis** des « barrages plutôt que des passerelles pour les femmes candidates ». Pour de nombreux participants, les partis politiques sont des « boys clubs » qui dépendent des femmes en tant que travailleuses et figurantes pour des sièges non gagnables aux élections.

Ils font valoir que des lois sur les quotas électoraux bien conçues sont essentielles pour accroître la représentation des femmes en politique et qu'elles sont le moyen le plus efficace pour inciter les partis politiques à inclure de manière significative les femmes. Des lois sur les quotas électoraux existent dans de nombreux pays, comme l'**Argentine**, la **Bolivie**, le **Chili**, le **Costa Rica**, El **Salvador**, le **Panama** et le **Pérou**, selon les contributions du Réseau des femmes du [Women's Network of the Union of Latin American Parties \(Réseau des femmes d'UPLA\)](#). Bien que les participants reconnaissent que des lois bien conçues sur les quotas électoraux peuvent avoir un effet important et rapide sur la participation et la représentation politiques des femmes, ils soutiennent qu'elles ne suffisent pas car elles influencent rarement les structures internes des partis politiques, à moins qu'elles ne les ciblent spécifiquement.

En **Irak** par exemple, les partis politiques sont légalement tenus d'allouer 25% des sièges de leurs organes de direction aux femmes, rapporte [Saad Alrawi](#). Il existe des lois sur la parité en **Argentine**, au **Chili**, au **Costa Rica** et au **Panama** qui régissent également les organes et structures internes des partis politiques. En outre, certaines de ces lois prescrivent également l'allocation de ressources financières pour aider à promouvoir le leadership des femmes au sein des partis. Par exemple, la loi argentine la plus récente sur le financement des partis politiques oblige les partis qui reçoivent des fonds publics pour la formation à orienter au moins 30% d'entre eux vers la formation des femmes à la direction. La nécessité d'allouer des fonds pour former des femmes dirigeantes au sein des partis et financer leurs campagnes a été soulignée par de nombreux participants.

Les quotas ne suffisent pas. Certains partis ont créé des ailes de femmes ou des secrétariats de femmes spécialement financés pour renforcer les capacités de leadership des femmes membres du parti. Dans certains cas, les parties le font volontairement et dans certains autres, la loi l'exige. Par exemple, tous les partis du **Costa Rica** ont un Secrétariat pour les femmes chargé de la formation des dirigeants. Au **Chili**, la loi électorale stipule que les partis politiques devraient affecter au moins 10% de leur financement total à la promotion de la participation politique des femmes et assiste financièrement les partis politiques en fonction du nombre de femmes élues.

Bien que les contributeurs admettent que les quotas et les mécanismes de financement ciblés sont des outils efficaces pour attirer davantage de femmes à des postes de direction en politique, ils soutiennent généralement que la volonté politique est essentielle. La volonté politique au sein des partis est primordiale pour une véritable promotion de la participation, de la représentation et du leadership des femmes en politique. Travailler avec des alliés masculins est indispensable, explique [Tayo Agunbiade](#). Ils ont une position unique qui leur permet de défendre le leadership des femmes et montrer l'exemple. Cela contribuera au changement de culture souhaité par les participants. Pour eux, les défenseurs de l'égalité des sexes, les médias et la communauté internationale doivent continuer de plaider en faveur de l'émancipation politique des femmes et des mesures d'action positive jusqu'à ce que la parité entre les sexes soit la norme et non plus une exception.

3. Connaissez-vous des partis politiques qui ont obtenu un plus grand succès électoral après la mise en œuvre de mesures d'action affirmative en faveur des femmes ?

[Valerie Mengue Ango](#) soutient que les partis politiques qui ont mis en place des systèmes de quotas au sein de leurs structures ont connu de plus grands succès électoraux au **Cameroun**. [Akua Dansua](#) donne des exemples de partis politiques aux **Pays-Bas**, en **Norvège**, au **Rwanda** et en **Suède** qui ont pu obtenir un plus grand succès électoral après la mise en œuvre de mesures de discrimination positive envers les femmes. Le Réseau des femmes d'UPLA rapporte que les partis politiques en **Argentine**, en **Bolivie**, au **Chili**, en **Colombie**, au **Costa Rica**, en **République dominicaine**, au **Salvador**, au **Honduras**, au **Panama** et au **Pérou** ont aussi connu de plus grands succès électoraux suite à des mesures d'action positive.

Bien que la relation entre la mise en œuvre de mesures d'action positive et la promotion active de la participation des femmes aux partis politiques et leur succès électoral n'ait pas été largement documentée, des études de cas menées par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le National Democratic Institute (NDI) suggèrent que les partis politiques ont vu leur base de soutien augmenter et ont gagné les élections après avoir adopté des réformes pour promouvoir l'autonomisation des femmes⁶. Les conclusions montrent que les partis politiques qui promeuvent la participation et l'autonomisation des femmes ont des liens plus forts avec leurs électeurs et l'accès à de nouveaux électeurs, ainsi qu'une image vibrante et énergisée. On fait valoir que certains résultats sont spectaculaires, certains sont subtils et certains sont obtenus progressivement, mais le résultat global pour les partis politiques est un gain net dans tous les cas.⁷

4. La violence à l'égard des femmes en politique est un phénomène répandu. Que peuvent faire les partis politiques pour le combattre ?

Les participants à notre plus récente discussion en ligne sur [la violence à l'égard des femmes en politique](#) ont établi que les femmes en politique sont confrontées à une violence incessante, en ligne et hors ligne. Parce que les femmes en politique menacent le statu quo, elles sont souvent victimes de harcèlement et d'abus de la part des hommes qui tentent de renforcer leur masculinité en maintenant le pouvoir et le contrôle. On a fait valoir que la violence à l'égard des femmes en politique est la forme la plus radicale de violence à l'égard des femmes, car en plus d'être une manifestation flagrante des inégalités, elle institutionnalise la position subalterne des femmes dans la société en leur refusant systématiquement leurs droits et en les excluant de la prise de décision publique.

En effet, au **Salvador** par exemple, de nombreuses femmes ont abandonné la politique pour échapper au harcèlement, à l'humiliation publique et à la violence, rapporte le Réseau des femmes d'UPLA. La violence à l'égard des femmes en politique est utilisée comme tactique politique par le parti au pouvoir au Salvador pour réprimer les femmes de l'opposition, explique Claudia Alas de Avila. Au **Nigéria**, la violence à l'égard des femmes en politique se produit en toute impunité, explique [Tayo Agunbiade](#). De nombreuses femmes politiques ont été victimes de harcèlement sexuel pendant la période électorale récente au Nigéria. Une candidate a même été sollicitée par des hommes pour des faveurs sexuelles en échange de votes.

En 2012, une loi criminalisant spécifiquement la violence envers les femmes en politique a été adoptée en **Bolivie**. Le Réseau des femmes d'UPLA rapporte que 180 femmes ont été harcelées par des membres de leurs partis politiques, mais que leurs auteurs n'ont pas encore été traduits en justice. Plus

⁶ Ballington, J., Davis, R., Reith, M., Mitchell, L., Njoki, C., Kozma, A., Powley, E, « Promouvoir le rôle des femmes pour renforcer les partis politiques, 2011 », p.11: iknowpolitics.org/fr/learn/knowledge-resources/promouvoir-le-r%C3%B4le-des-femmes-pour-renforcer-les-partis-politiques

⁷ Ibid, p. III.

généralement, il existe au **Pérou** une loi qui sanctionne le harcèlement politique. Bien que le harcèlement soit répandu dans les campagnes électorales et les élections internes au Pérou, il est signalé que les chefs de parti n'appuient pas leurs collègues femmes dans leurs allégations de harcèlement.

Là encore, les participants demandent que des lois qui criminalisent la violence contre les femmes en politique et qui rendent les auteurs responsables de leurs actes soient introduites. Ils font aussi valoir que la volonté politique des dirigeants des partis politiques est essentielle pour faire de la vie politique un espace sûr pour les femmes. Il est recommandé de proposer des lois nationales criminalisant la violence contre les femmes en politique et d'introduire des mécanismes internes pour mettre fin à la violence contre les femmes au sein des partis politiques. Les participants exhortent les partis politiques à établir des codes d'éthique et des mécanismes de responsabilité et de tolérance zéro avec des processus de notification et de sanction clairs, rapides, confidentiels et indépendants. Il est important que les sanctions soient automatiquement appliquées pour tous les membres du parti, quelle que soit leurs grades, afin que les femmes se sentent suffisamment en sécurité pour signaler des cas de violence. Dans une dynamique d'auto-renforcement, de telles mesures encourageraient davantage de femmes à signaler les incidents de violence et à mesure que des incidents sont signalés, le processus peut être amélioré.